

Dossier complet

**DEMANDE DE FINANCEMENT DE PROJET DANS LE DOMAINE DU DEVELOPPEMENT  
TRANSITIONNEL**

**NOM DU PROJET: Amélioration de la résilience socio-économique des jeunes, filles et garçons, des communautés hôtes, réfugiés et déplacés de la région de Diffa.**

**MONTANT DEMANDÉ : EUR 1 500 000 (un million cinq cent mille euros)**

**DURÉE : 48 MOIS**

**DATE D'INTRODUCTION : 17 JUIN 2018**

**1. Organisation**

- nom complet: Plan International
- abréviation: PIN – Plan International Niger / PIB: Plan International Belgique
- statut juridique: ONG Nationale
- adresse officielle: PIN - Angle Bld des Djermaakoye, BP 12247 Plateau, Niamey, Niger / PIB : Galerie Ravenstein 3B5 1000 Bruxelles, Belgique
- représentant (nom et fonction): PIN: Johnson Bien-Aime, Country Director Niger; PIB : Régine Debrabandere, National Director Plan International Belgique
- site Internet: [www.plan-international.org](http://www.plan-international.org)
- personne de contact: PIN: Johnson Bien-Aime / PIB: François Defourny
- téléphone: PIN: +227 20 35 12 77 / PIB: +32 (0)2 504 60 47
- GSM: PIN : +227 20 35 12 77 / PIB : +32 (0) 497 056 502
- E-mail: PIN: [Johnson.bien-aime@plan-international.org](mailto:Johnson.bien-aime@plan-international.org)  
PIB: [francois.defourny@planinternational.be](mailto:francois.defourny@planinternational.be)

**2. Données bancaires**

- nom de la banque: BNP Paribas Fortis
- adresse de la banque: Generaal Meiserplein 9, 1030 Schaarbeek, Belgique
- numéro de compte / IBAN (UE): BE86 2900 2855 0050
- titulaire: Plan International België VZW
- BIC / SWIFT: GEBABEBB
- référence à indiquer lors des paiements: NER100195

**3. Motivation basé sur le contexte (Pertinence)**

**Contexte, y compris les autres intervenants dans la zone et dans le secteur :** La région du Lac Tchad souffre depuis longtemps d'une situation particulièrement critique, à savoir la combinaison d'une crise sécuritaire, écologique et donc forcément humanitaire<sup>1</sup>. Selon UNOCHA, les populations de la région affichent des taux d'insécurité alimentaire extrêmement élevés, et de sérieuses ruptures d'accès aux services de base (éducation, santé, eau potable, routes, électricité)<sup>23</sup>. La région frontalière de Diffa au Niger est particulièrement affectée par les attaques de Boko Haram depuis le Nigéria. Alors que la région était historiquement un point de convergence de nombreuses activités économiques comme l'élevage, le commerce transfrontalier et la production agricole, ces activités ont connu un fort déclin avec l'émergence des menaces terroristes, les mouvements de populations et les mesures de sécurité mis en place par l'Etat. Dans son Aperçu des Besoins Humanitaires 2018<sup>4</sup>, UNOCHA estime les populations déplacées à 252 305

<sup>1</sup> Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays, sur sa mission au Niger, 09.05.2018, <https://goo.gl/nSWSj2>

<sup>2</sup> Crise alimentaire et nutritionnelle aiguë au Sahel – Un appel à action ; juin 2018, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Sahel-CallToAction\\_FSecNut-20180605-FR-Web\\_0.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Sahel-CallToAction_FSecNut-20180605-FR-Web_0.pdf)

<sup>3</sup> Fiche d'action pour RESILAC, Fonds fiduciaire de L'UE ; [https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/euetafa/files/t05-eutf-sah-reg-05\\_-\\_resilac\\_14.pdf](https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/euetafa/files/t05-eutf-sah-reg-05_-_resilac_14.pdf)

<sup>4</sup> Aperçu des Besoins Humanitaires 2018, Niger, UNOCHA, novembre 2017 ; <https://goo.gl/oRs5Fa>

pour la seule région de Diffa<sup>5</sup>. Au total, quelques 408 367 personnes ont besoin d'une assistance alimentaire et 100 855 personnes d'une assistance nutritionnelle<sup>6</sup>. Dans ce contexte, la plupart des acteurs humanitaires dans la zone se focalisent sur l'aide humanitaire d'urgence, au lieu de s'orienter vers des actions de redressement précoce et de relance économique. Dans le secteur du relèvement économique, Plan a identifié une série d'acteurs mais leur action est loin de couvrir l'ensemble des besoins. Plan soutient déjà un certain nombre de structures, organisations et centres d'entrepreneuriat et de formation à travers le projet Jeunesse Diffa (BANA, 54.967 bénéficiaires directs) financé par l'AFD et mis en œuvre en consortium avec Aide et Action et CARE avec les ONG nationales NIGETEC, KARKARA et AREN pour partenaires. Il y a également le projet RESILAC (financement AFD et FFU de l'UE) mis en œuvre par Action contre la Faim, CARE et Groupe URD. Enfin, Plan a recensé l'intervention d'une série d'autres acteurs comme Handicap International, CADEV Niger, Swisscontact, ACTED, World Vision, Save the Children, IRC, Search for Common Ground et DRC<sup>7</sup>. Parmi ces interventions, seule une petite proportion travaille avec les structures étatiques et la plupart s'inscrit dans une intervention de court terme. La présente action qui portera sur quatre ans en travaillant au renforcement de structures existantes et ayant pour objectif de recréer du lien entre les communautés locales et les structures étatiques répond à un besoin évident. A noter qu'elle sera mise en œuvre dans des communautés non ciblées par le BANA avec des jeunes n'ayant encore reçu aucune assistance de ce type.

**Exposé du problème:** Déjà sévèrement affectée par la triple crise humanitaire, écologique et sécuritaire qui frappe la région, l'économie locale de Diffa pâtit de l'interdiction de la pêche, des restrictions sur le commerce du poivron et de l'interdiction des mototaxis. Face à cet horizon « bouché », l'évaluation des besoins de Plan<sup>8</sup> a mis en avant la volonté des filles et garçons non scolarisés ou déscolarisés âgés de 15 à 25 ans<sup>9</sup> d'être soutenus dans leurs activités entrepreneuriales et/ou de suivre une formation professionnelle dans l'objectif de s'engager dans des activités économiques plus rémunératrices et pérennes. Cette recommandation ressortait aussi du rapport de la Rapporteuse Spéciale sur les Droits de l'Homme des populations déplacées au Niger<sup>10</sup>. Actuellement, les jeunes sont confrontés à de nombreux obstacles dans le domaine de la formation: couverture géographique limitée et faibles capacités d'accueil des Centres de Formations aux Métiers (CFM), offre insuffisante de formations qualifiantes de courte durée, inadéquation entre le type de formations offertes, les opportunités offertes par le marché et les aspirations des jeunes. Enfin, il est important de souligner que ces jeunes sont souvent exclus des actions communautaires et leurs besoins sont peu pris en compte dans les plans d'action et politiques communautaires à cause des traditions patriarcales. Marginalisés, ces jeunes sont dès lors susceptibles d'être enrôlés dans des groupements armés, de s'engager dans des activités illicites ou dans des bandes de jeunes qui s'adonnent parfois à des actes de banditisme (*les palais*). A terme, cette situation peut se traduire par une augmentation des violences commises par les jeunes et entre jeunes, y compris des Violences Basées sur le Genre<sup>11</sup> (VBG).

**Pertinence à la lumière des critères de l'appel à projets:** L'objectif général du projet proposé est de contribuer à l'amélioration de la résilience socio-économique des jeunes, filles et garçons, des communautés hôtes, réfugiées et déplacées de la région de Diffa. L'objectif spécifique est d'insérer professionnellement 2400 jeunes filles et garçons vulnérables (déscolarisés ou non-scolarisés, des communautés hôtes, déplacés et réfugiés, y compris les jeunes en situation de handicap) et d'améliorer la cohésion sociale dans les communautés en faisant de ces jeunes des acteurs de changement dans la région de Diffa. Cet objectif fait écho à ceux de l'appel à projets qui visent à renforcer et augmenter la résilience des populations locales et des structures existantes affectées par les chocs et la crise au Niger. Ainsi, l'action prévoit de : (a) renforcer les capacités et équiper les structures institutionnelles et communautaires d'accueil et d'accompagnement professionnel des jeunes; (b) proposer et soutenir des alternatives économiques pour l'emploi des jeunes à travers des formations professionnelles et des activités de redressement économique

<sup>5</sup> 108 470 réfugiés nigériens, 129 015 Personnes Déplacées Internes répartis sur 149 sites, 14 820 retournés nigériens internes.

<sup>6</sup> *Ibid*

<sup>7</sup> [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/mhr\\_diffa\\_janvier\\_2018.xls](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/mhr_diffa_janvier_2018.xls)

<sup>8</sup> <https://reliefweb.int/report/niger/analyse-des-besoins-humanitaires-dans-la-region-de-diffa-fevrier-2018>

<sup>9</sup> Suite à la politique et l'expertise de Plan International, les cibles principales du projet seront les jeunes entre 15 et 25 ans. Les

<sup>10</sup> Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays, sur sa mission au Niger, 09.05.2018, <https://goo.gl/nSW5j2>

<sup>11</sup> Aperçu des Besoins Humanitaires 2018, Niger, UNOCHA, novembre 2017 ; <https://goo.gl/oRs5Fa>

innovantes et adaptées au marché du travail local; (c) d'appuyer des initiatives socio-culturelles des jeunes dans l'objectif de favoriser leur engagement dans les actions communautaires et la cohésion sociale. L'intervention a été développée à partir de l'évaluation des besoins précitée, d'une mission de terrain spécifique conduite en mai 2018 et de la longue expérience de Plan International dans la région de Diffa. L'action va contribuer de manière significative et durable au développement transitionnel dans la région de Diffa en restaurant les mécanismes institutionnels et communautaires de prise en charge des jeunes, en soutenant le développement de nouvelles filières économiques et en renforçant les liens de cohésion sociale intra et intercommunautaire. Ce projet s'inscrit parfaitement dans le cadre défini par le Plan de Réponse Humanitaire 2018 du Niger, et notamment l'objectif stratégique 3 visant à améliorer les conditions de vie des personnes vulnérables et restaurer leurs moyens de subsistance, et dans la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive du ministère du Plan<sup>12</sup>.

#### 4. Objectifs (Efficacité)

**Objectif général:** Contribuer à l'amélioration de la résilience des jeunes filles et garçons (déscolarisés ou non-scolarisés) de la région de Diffa à travers le redressement économique et le renforcement de la cohésion sociale. **Objectifs spécifiques SMART:** L'objectif spécifique est d'insérer professionnellement 2400 jeunes filles et garçons vulnérables (déscolarisés ou non-scolarisés, des communautés hôtes, déplacés et réfugiés, y compris les jeunes en situation de handicap) et d'améliorer la cohésion sociale dans les communautés en faisant de ces jeunes des acteurs de changement dans la région de Diffa. **Contribution aux objectifs de développement durable (mentionner la (les) cible(s)) :** Objectif 1. Éliminer l'extrême pauvreté et la faim - Cible: 1.2, 1.3; Objectif 2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable - Cible : 2.3, 2.4 ; Objectif 5. Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles - Cible: 5.1, 5.2 et 5.3; Objectif 8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous - Cible: 8.5, 8.6, 8.10 and 8b. **Groupes cibles (nombre et type):** Les 2400 bénéficiaires directs feront partie des populations hôtes (40%), et des réfugiés et déplacés (60%). Ce seront des jeunes filles (60%) et garçons (40%) déscolarisés ou non scolarisés sans emploi ou en sous-emploi de 42 communautés (villages, sites ou tribus) de 6 communes de la région de Diffa (Diffa, Geskerou, Toumour, Nguigmi, Bosso, et Chetimari), de 15 à 25 ans, appartenant aux ménages les plus vulnérables, et ceux en situation de handicap (2.8% à Diffa). Les structures partenaires, ONG locales et services techniques de l'Etat seront des bénéficiaires directs également dans le cadre de la composante « renforcement des capacités ». Les bénéficiaires indirects seront les autres membres des ménages des bénéficiaires directs soit environ 16,800 individus et l'ensemble de ménages non ciblés de ces mêmes communautés.

#### 5. Activités et stratégies (Efficience)

**Stratégies développées (theory of change):** La théorie de changement se base sur la prémisse que SI les capacités des structures locales d'accompagnement des jeunes sont renforcées, SI les jeunes, filles et garçons, ont accès à des opportunités économiques adaptées aux besoins du marché ET SI les jeunes participent activement à des actions communautaires et intercommunautaires dans le but de renforcer la cohésion sociale et le dialogue, les jeunes auront leurs capacités de résilience socio-économique durablement améliorées. Ils deviendront ainsi des acteurs de changement positif dans ce contexte précaire qu'est celui de Diffa.

**Activités prévues:** Le premier résultat consistera à développer des partenariats stratégiques à différentes échelles – locale, départementale, régionale, nationale - dans une double logique de durabilité et de renforcement des relations constructives entre les communautés locales et les organes étatiques, à travers le renforcement des capacités pédagogiques, organisationnelles et techniques des partenaires. Différents types de partenaires seront ciblés et impliqués via des conventions bilatérales ou tripartites : les structures d'accompagnement des jeunes (ONG locales, les Plateformes et les Espaces d'Orientation des Jeunes – POJ et EOJ), les structures de formation locales, les centres de formation aux métiers, les Centres de promotion des jeunes et les centres de formation communautaires/villageois ainsi que les services

<sup>12</sup> Niger 2035 : Un pays et un peuple prospères Tome – II : Scénarii, Vision et Orientations Stratégiques. Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive, Ministère du Plan, Février 2017, <https://goo.gl/k5PCet>

techniques des ministères impliqués et directions régionales de la jeunesse (**RIA1**). Afin d'améliorer la couverture géographique, la qualité de l'offre de formation et d'accompagnement professionnel sur les thématiques d'emploi durable et responsable, en plus d'établir des partenariats stratégiques avec les structures existantes, Plan va (i) contribuer à la mise en place et à la pérennisation de nouvelles structures en collaboration étroite avec les structures étatiques qui en auront la responsabilité : 10 centres de formations communautaires/villageoises, un centre des jeunes à N'Guinguimi et l'équipement d'un centre à Diffa, et 2 plateformes d'orientation des jeunes à Toumour et à Geskerou, et (ii) doter les différentes structures en matériel et équipement (**RIA2**). Sur la base d'un diagnostic participatif des besoins, Plan développera un plan de renforcement des capacités (organisationnelles, pédagogiques, techniques) et d'accompagnement détaillé pour chacune des structures partenaires. Les activités qui en découleront seront mises en œuvre par Plan et les partenaires eux-mêmes dans une logique d'échanges d'expertises locales et de renforcement de liens entre les différentes structures en se basant notamment sur des formations et sur des activités d'immersion et des visites d'échange (**RIA3**). Plan formera les centres de formation à des approches innovantes, en intégrant l'entrepreneuriat durable et responsable à leur offre de formation afin de créer des alternatives innovantes aux filières traditionnelles. Une analyse préliminaire a identifié plusieurs filières prometteuses<sup>13</sup> qui seront sélectionnées à travers une analyse détaillée menée avec les structures partenaires en début de projet –. Les nouveaux contenus seront développés en collaboration avec les centres de formation et/ou les services techniques. Plan intégrera des modules transversaux aux curricula (employabilité, compétences de vie, droit des employeurs et des travailleurs, genre, protection de l'environnement). Enfin, les ONG locales et les structures partenaires d'accompagnement des jeunes seront formées à des systèmes de collecte de données en temps réel avec tablettes (suivi des AJEC-cf R2A5, suivi de présence des jeunes aux formations, suivi de l'évolution des microentreprises) (**RIA4**). Afin de répondre au manque d'engagement des autorités locales sur la question de l'intégration socio-économique des jeunes, Plan organisera des activités de renforcement de capacité des élus sur ces problématiques, afin d'intégrer les thématiques en lien avec l'emploi des jeunes dans les plans de développement communaux (PDC) et dans les plans d'investissement annuels (PIA) (**RIA5**).

Le second résultat du projet visera à améliorer l'employabilité, l'accès à la formation, à l'emploi et aux opportunités économiques pour 2400 jeunes filles et garçons vulnérables. Le ciblage utilisera différents canaux complémentaires qui assureront une couverture large et l'intégration des critères définis (voir paragraphe groupe cible), en assurant la complémentarité avec les assistances existantes afin d'éviter toute duplication : (i) le référencement via les plateformes et espaces d'orientation ou autres structures locales d'accompagnement de jeunes et les services techniques ; (ii) l'auto-ciblage où chaque jeune pourra se porter volontairement candidat ; (iii) et le ciblage communautaire en collaboration avec les autorités municipales, les leaders des jeunes, les chefs de villages et quartiers et les représentants des réfugiés et déplacés (**R2A1**). Une fois le ciblage réalisé, le profil et les besoins de chaque candidat seront évalués en collaboration avec les plateformes et les espaces d'orientation des jeunes (POJ et EOJ), afin que chacun des 2400 jeunes soit orienté vers la voie la plus pertinente : apprentissage/stage, formation professionnalisante, entrepreneuriat ou aide à la recherche d'emploi salarié, en prenant en compte les opportunités locales d'emplois et de placements afin d'assurer l'adéquation entre la demande et l'offre de travail. 1400 jeunes seront orientés vers une formation professionnalisante de courte durée (moyenne : 6 mois) dans les centres de formation partenaires, avec un accent mis sur les filières durables et responsables (cf R1A4), et 1000 jeunes seront soit orientés vers l'entrepreneuriat, avec une formation et l'attribution d'une subvention pour le démarrage ou le renforcement d'une microentreprise, soit vers le placement en apprentissage/stage (**R2A2**). Tous les jeunes ciblés seront au préalable formés à l'acquisition de compétences fondamentales d'employabilité et il leur sera proposé des cours d'alphabétisation dans les centres de formation. Les jeunes seront suivis pendant leur parcours professionnalisant grâce à des conventions tripartites (**R2A3**). Pour assurer la durabilité du soutien apporté aux jeunes, un accompagnement post-formation ou post-subvention en lien avec les plateformes d'orientation sera fait, qui sera adapté aux besoins des jeunes, à travers les formations de renforcement/coaching, l'aide à la recherche de stages/emplois ou l'accompagnement vers l'entrepreneuriat pour ceux souhaitant se mettre à leur propre compte après la formation (**R2A4**). Dans

<sup>13</sup> Transformation agroalimentaire basée sur des techniques modernes, système polyculture-élevage sédentaire moderne, transformation et gestion des déchets, énergie solaire (formation, installation domestique et agricole, maintenance), électronique, informatique et systèmes d'information, microfinance

l'objectif de renforcer le lien entre les jeunes et le marché/le secteur privé, le projet soutiendra l'organisation de rencontres et d'échanges entre les jeunes et le secteur privé sur les opportunités d'emplois et le développement de débouchés commerciaux, l'organisation de 18 foires pour valoriser les produits issus des activités des jeunes, et la mise en place d'un système de mentorat avec les entrepreneurs locaux (R2A5). L'accès au crédit étant une barrière importante à l'entrepreneuriat des jeunes, 130 AJEC – Associations de Jeunes d'Épargne et de Crédit seront créées. En collaboration avec un opérateur téléphonique, Plan développera un pilote à partir de l'année 3 du projet pour lier les AJEC les plus matures aux services bancaires mobiles afin de sécuriser les transactions et de donner accès aux membres à des produits financiers (épargne formelle, crédit, assurance). De plus, le logiciel SIG-SAVIX (cf R1A4) sera utilisé pour faire le suivi en temps réel des performances des associations (R2A6).

Enfin, le projet visera à renforcer la cohésion sociale et à prévenir la violence/les conflits à travers la mobilisation et l'engagement des jeunes en faisant d'eux des acteurs de changement. Une enquête identifiera dans un premier temps les contraintes (sociales, culturelles, économiques) spécifiquement rencontrées par les jeunes, et notamment les jeunes filles, pour accéder aux opportunités socio-économiques et participer activement aux actions communautaires, puis des plans d'action seront développés pour adapter la stratégie d'intervention (R3A1). Le projet promouvra le développement de plans d'actions stratégiques de prévention communaux face à l'extrémisme violent. Il participera aussi à la redynamisation des Conseils Communaux des jeunes, structures piliers de l'engagement civique et social auprès des jeunes, via la réorganisation de ces structures et un ensemble de formations des membres sur différentes thématiques (vie associative, citoyenneté, prévention des conflits, prévention des violences basées sur le genre – VBG) (R3A2). Afin de créer des espaces sécurisés d'échanges pour les jeunes, le projet appuiera la mise en place ou le développement de 12 clubs Associations Sportives et Culturelles (ASC) sur 6 chefs-lieux des départements, à raison d'1 club pour filles et 1 club pour garçons. Des tournois sportifs ou des séances de théâtres participatifs seront soutenues au sein des ASC (R3A3). Les associations de jeunes, Conseil des jeunes et les ASC serviront de base pour mener des activités de sensibilisation auprès des jeunes sur les compétences de vie, le dialogue intercommunautaire, la cohésion sociale, la citoyenneté, la protection de l'environnement, le genre, les violences basées sur le genre, les IST/VIH/SIDA et la santé reproductive. Plan utilisera également le canal des médias locaux pour promouvoir ces thématiques à plus grande échelle (R3A4). Le projet encouragera les initiatives des jeunes via un soutien financier à des microprojets ayant pour objectifs de renforcer la cohésion sociale et la prévention des conflits. Le caractère innovant des microprojets sera également un critère de sélection clé avec par exemple la réalisation de vidéos participatives ou la réalisation d'émissions pour les jeunes en partenariat avec les médias locaux (R3A5). Enfin, 12 mécanismes communautaires (1 comité de protection et 1 club de jeunes par commune) seront appuyés afin d'assurer les actions de prévention, de référencement et de suivi des cas de protection et de VBG. 6 agents communautaires seront identifiés, formés et appuyés pour assurer le renforcement de capacités de mécanismes communautaires, un suivi régulier des cas et une coordination dans la chaîne de référencement. Les cas d'abus seront référés aux services de prise en charge et/ou suivis directement par les mécanismes communautaires de la protection de l'enfance (R3A6).

**Calendrier :** Gantt Chart en annexe 2

**Capacité organisationnelle:**

**Résultats antérieurs et enseignements tirés (dans le cadre des projets/programmes en cours):**

Plan International a une forte expérience dans la mise en œuvre d'interventions centrées sur les enfants et les jeunes, autour de l'éducation et la formation professionnelle, les AGR, la protection et la participation des jeunes, et l'assistance en situation d'urgence à Dosso, Maradi, Tillabéry, et Diffa. Un enseignement tiré des autres interventions est l'approche de co-construction du projet, entre l'équipe sur le terrain et les parties prenantes. Leur implication dès le début de la conception du projet assure l'appropriation des interventions par les autorités, les jeunes et les communautés. Des projets en cours, Plan International tire entre autres, les leçons suivantes :

- La qualité de l'information et sa large diffusion auprès de tous les acteurs permet une meilleure qualité de l'opération de ciblage des jeunes dans les programmes de relèvement économique ;
- La mise en œuvre des projets tenant compte de tous les statuts (refugiés, déplacés internes, autochtones) permet le renforcement de la cohésion sociale ;

- La prise en compte du volet post-formation professionnelle permet un meilleur accompagnement des jeunes dans la création de leurs propres entreprises et leur insertion socio-professionnelle ;
- Le suivi constant de la situation sécuritaire est indispensable dans une zone telle que Diffa. Les évolutions du contexte nous poussent à une certaine flexibilité dans le budget et les activités
- Alors que les partenariats avec les structures locales sont essentiels pour assurer l'appropriation et la pérennité de l'action, il est important de créer une relation de confiance entre les différentes parties à travers des mécanismes d'échanges et de dialogue ouvert. Chaque plan de renforcement de capacités devrait également intégrer un accompagnement au niveau de la gouvernance et de la gestion financière afin d'éviter d'éventuelles fraudes.

#### 6. Partenaires (Synergie et complémentarité)

##### **Partenaires et leur valeur ajoutée / Synergies et complémentarités avec d'autres interventions:**

Plan International travaillera en partenariat avec le Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques, la Direction régionale de la Formation Professionnelle et de l'Enseignement Technique, la Direction régionale de la jeunesse, la Chambre régionale des métiers et de l'artisanat, l'Inspection de l'enseignement non formel et leurs services techniques, les Centres de Formations aux Métiers (CFM) sur l'élaboration du programme de formation, l'encadrement pédagogique des formateurs et leur affectation, le suivi de la formation des jeunes, la mise en place des centres de formation villageois, la dotation des ateliers en équipements et matériels et l'évaluation continue des élèves conformément au plan de formation. Le partenariat avec le Conseil régional a pour but d'assurer l'interface entre les communes et le projet, la formation des élus locaux sur la prise en compte des PDCs et PIAs, la mobilisation sociale autour des activités du projet, la planification et l'organisation des activités. Le partenariat avec la Direction régionale de la Jeunesse et des Sports a pour but d'assurer la mise en place des ASC, la mobilisation, l'orientation, la formation et l'information des jeunes ainsi que l'appui aux projets socio-économiques et socioéducatifs des jeunes. La Chambre régionale des métiers de l'artisanat quant à elle appuiera la promotion commerciale des produits fabriqués par les jeunes notamment à travers l'organisation des Fora locaux ou autres salons et expositions de l'artisanat au Niger. Le partenaire de mise en œuvre choisi après une analyse institutionnelle menée par le département d'audit et contrôle interne de Plan International Diffa est l'ONG Groupement d'Appui au Mouvement Associatif (GAMA), basé sur une évaluation positive de la collaboration antérieure sur des projets financés par GFFO et sa forte expertise en termes d'AGR et AJEC. L'ONG sera chargée de mobiliser les communautés autour du projet, de mettre en œuvre les activités AJEC (suivi et encadrement, recrutement et formation des volontaires, collecte et traitement des données) et les activités AGR et de sensibiliser tous les groupements créés sur l'approche du Changement le Plus Significatif<sup>14</sup>. Le projet sera mis en œuvre en synergie avec les plateformes d'orientation mises en place par Swisscontact et UNICEF, et en lien étroit avec les projets BANA et RESILAC. Plan International Diffa participe activement aux différentes réunions de coordination au niveau de la région, et partagera systématiquement les informations pertinentes sur le projet afin d'éviter les duplications et maximiser l'impact des interventions.

#### 7. Impact et durabilité

Dès la conception du projet, toutes les parties prenantes<sup>15</sup> ont participé à la réflexion sur l'approche la plus appropriée à adopter et les actions à mener.<sup>16</sup> Tous les acteurs ont confirmé l'importance d'adopter une approche globale pour maximiser l'impact de toute intervention tout particulièrement celle visant à améliorer la résilience. Ainsi, en soutenant simultanément le développement des opportunités économiques innovantes pour les jeunes, les initiatives communautaires en vue de favoriser la cohésion sociale, le renforcement des structures locales et la prise en compte de la problématique des jeunes dans les PDCs et PIA, le présent projet présente un ensemble d'actions particulièrement complémentaires qui se renforceront

<sup>14</sup> La méthode du « changement le plus significatif », basée sur le recueil de récits personnels, s'inspire de la recherche sociale et est particulièrement utilisée dans le domaine du développement. Utilisée dans une démarche d'apprentissage, cette méthode aide à capturer le changement et à appréhender les effets d'un programme. – source : <http://www.eval.fr/methodes-et-outils/changement-le-plus-significatif/>

<sup>15</sup> Direction Régionale Jeunesse et Sport, Conseil des Jeunes, Conseil régional, Direction Régionale Professionnelle et Technique, Inspecteurs de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle, Direction Régionale Enseignement Secondaire, Direction Régionale Protection d'Enfance

<sup>16</sup> Atelier de réflexion stratégique organisé à Diffa du 2 au 4 mai 2018

mutuellement pour assurer la durabilité du changement. L'autonomisation progressive des structures partenaires parmi lesquels les collectivités, la prise en compte de la problématique des jeunes dans les PDCs et PIA, et la mobilisation des jeunes pour la cohésion sociale de leurs communautés contribueront durablement à l'amélioration de la résilience des jeunes et des populations locales en général face aux chocs. Dès le début des activités, les structures partenaires (l'Etat, ses services techniques, les centres de formation, le secteur privé, les instances communautaires) seront co-responsables de la mise en œuvre des activités. Les capacités des différentes structures locales seront renforcées progressivement en vue d'une appropriation et d'une autonomisation complète au terme des quatre années de l'action. Ainsi, le projet renforcera d'abord les capacités des partenaires locaux et des associations/comités communautaires au niveau technique, de la gouvernance interne et de la planification stratégique. Une stratégie d'autonomisation progressive sera ensuite développée, valorisant les initiatives des jeunes et de la communauté. Durant la quatrième année du projet, l'objectif d'autonomisation et d'appropriation par les acteurs sera mis en avant à travers toutes les activités du projet. Enfin, un plan de sortie et de remise sera discuté et validé avec tous les acteurs aux niveaux communautaire, communal et régional. Ces plans prendront notamment en compte les besoins RH dans les centres et leur gestion, le transfert des bâtiments, la gestion des associations et des groupements soutenus.

#### **8. Visibilité du donateur**

Tous les biens durables et les fournitures de bureau utilisés dans le cadre de ce projet seront marqués du logo de l'Ambassade de Belgique. En outre, le personnel du projet de Plan et des partenaires seront équipés de t-shirts et casquettes qui porteront le logo de l'Ambassade de Belgique et de Plan International. Du matériel de visibilité adéquat sera utilisé lors des activités (ex : bannières pour les formations). Pendant les activités culturelles et sportives, les jeunes eux-mêmes porteront des t-shirts marqués du logo de l'Ambassade et de Plan International. Au moins huit récits de l'impact du projet qui font mention du soutien apporté par l'Ambassade seront publiés sur le blog de Plan International Belgique (visiteurs mensuel : 104.200), et seront partagés via Facebook (46.212 followers) et Twitter (975 followers néerlandophones ; 1622 francophones).

#### **9. Méthodes de suivi (Capacité de gestion)**

**Tableau avec cadre logique (résultats visés SMART, indicateurs SMART avec valeurs de base et cibles, analyse des risques et leur mitigation...):** En annexe 2

**Proposition pour le suivi et l'évaluation (à formuler par l'organisation qui introduit la demande):** Un plan de suivi et évaluation sera développé au début du projet. Les activités des AJEC, AGR et sensibilisation seront suivies par le partenaire local, l'ONG GAMA, à travers des rapports mensuels et à travers le logiciel SIG-SAVIX pour les AJEC. Des réunions mensuelles auront lieu entre l'équipe de Plan Niger Diffa, responsable pour le suivi du partenaire sur le terrain, et le partenaire local. La mise en œuvre du projet au niveau du pays sera assurée par Plan Niger ; le programme manager en Belgique sera quant à lui responsable de la supervision, de l'appui technique, du suivi et du rapportage auprès du bailleur. Un atelier de démarrage réunissant l'ensemble des parties prenantes marquera la première étape du projet. Pendant cet atelier, le programme manager et le contrôleur financier de Plan International Belgique seront présents, et le bailleur sera invité. Des missions de suivi dans les différentes communautés de mise en œuvre seront réalisées tous les trois mois par le responsable M&E du bureau de Plan à Diffa. L'impact du projet sera mesuré de manière rigoureuse à l'aide d'une étude de base (baseline) avant le lancement des activités, d'une évaluation à mi-parcours et d'une évaluation finale (endline). Après chaque évaluation une 'management response' sera formulée. A la fin du projet, un atelier de clôture se tiendra, afin de formuler et partager les leçons apprises. Ces leçons seront partagées avec les membres du cadre stratégique de concertation pour le Niger, les acteurs du développement et de l'humanitaire à travers les différents groupes de coordination existants à Diffa et à Niamey. A l'échelle de Plan International Belgique, les leçons seront intégrées au système de suivi interne, 'the Fr@me', le corpus de connaissances des projets, pour avoir une mémoire institutionnelle de l'impact de cette intervention.

#### **10. Budget détaillé axé sur les résultats (Efficience) – En annexe 3**

**Annexe 1 : Cadre Logique**

<b>Titre de l'action</b>	Amélioration de la résilience socio-économique et la cohésion sociale des jeunes, filles et garçons, et de la cohésion sociale dans la région de Diffa.		
<b>Objectif principal</b>	Contribuer à l'amélioration de la résilience des jeunes filles et garçons (déscolarisés ou non-scolarisés) de la région de Diffa à travers le redressement économique et le renforcement de la cohésion sociale		
	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification
	<p><b>Hypothèses</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les jeunes adhèrent aux principes d'intervention du projet.</li> <li>- Les autorités et les communautés sont impliquées et soutiennent le projet.</li> <li>- Les acteurs humanitaires ont accès à toutes les zones d'intervention</li> <li>- Les acteurs humanitaires participent activement aux structures de coordination qui sont fonctionnelles</li> <li>- Les partenaires locaux sont engagés sur les plans de renforcement de capacités</li> <li>- Les marchés de la zone restent stables</li> </ul> <p><b>Risques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La dégradation de la situation sécuritaire peut entraîner des mouvements de populations (à cause de Boko Haram, mais aussi de nouveaux conflits dus aux difficultés de coexistence entre les populations hôtes et déplacés/réfugiés), peut négativement affecter la dynamique économique de la zone et entraver l'accès des ONG et partenaires de mise en œuvre aux populations cibles.</li> <li>- Les jeunes (filles et garçons âgés de 15 à 25 ans) porteurs des idées de paix et de cohésion sociale peuvent être menacés dans le cadre des activités culturelles et financières.</li> </ul> <p><b>Mitigation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le bureau de Plan emploie un staff sécurisé permanent à Diffa avec une forte capacité d'analyse permanente de la situation sécuritaire, de collecte de renseignements dans la région, qui assure la protection des staffs et des bénéficiaires - Utilisation d'une stratégie d'intervention communautaire, locale, inclusive- Engagement des autorités et des structures locales dans la conception et la mise en œuvre des activités ; stratégie d'autonomisation progressive des structures locales soutenues</li> <li>- Plan participe activement à des cadres de concertation et des clusters de coordination au niveau de la région</li> <li>- Utilisation d'un management adaptatif pour pallier aux changements de contexte</li> <li>- Suivi de la dynamique économique sur les marchés</li> </ul>		
<b>Objectif spécifique</b>	<p><b>2400 jeunes filles et garçons vulnérables (déscolarisés ou non-scolarisés, des communautés hôtes, déplacés et réfugiés, y compris les jeunes en situation de handicap) sont professionnellement insérés et deviennent des acteurs de changement contribuant à l'amélioration de la cohésion sociale dans la région de Diffa</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de jeunes ayant amélioré leur employabilité. Baseline : 0 / Objectif mi-parcours : 1200 / Objectif final : 2400</li> <li>- % de jeunes ciblés en formation, stage, emploi ou en auto-emploi en fin de projet. Baseline : 0 / Objectif mi-parcours : 50% / Objectif final : 80%</li> <li>- % d'individus issus de la communauté déclarant que la cohésion sociale s'est</li> </ul>	<p>Rapports des Plateformes et Espaces d'Orientation</p> <p>Registres et rapports des Centres de Formation aux Métiers</p> <p>Rapports des partenaires</p> <p>Enquêtes de baseline, revue à mi-parcours et évaluation finale</p>

		<p>améliorée dans la communauté. Baseline : 0 Objectif mi-parcours : 30% / final : 70%</p> <p>-Nombre de plans de renforcement développés Baseline: 0 Mi-parcours: 5 / Fin : 10</p> <p>- % des plans de renforcement de capacités mis en œuvre en fin de projet Baseline: 0 / Mi-parcours: 50% / Fin: 90%</p>	<p>Baseline, revue à mi-parcours et évaluation finale</p>
<b>Résultat 1</b>	<p>Des partenariats stratégiques au niveau local, départemental, régional et national sont développés et les capacités pédagogiques, organisationnelles et techniques de ces partenaires sont renforcées</p>		
<b>Activités</b>	<p><b>RIA1</b> Finalisation de la sélection des partenaires et signature des conventions avec les services techniques des Ministères et des directions, et les partenaires locaux <b>RIA2</b> Mise en place de nouvelles structures locales (10 centres de formations communautaires/villageoises, un centre des jeunes et 2 plateformes d'orientation des jeunes à Toumour et à Geskeron) et dotations en matériel et équipement <b>RIA3</b> Analyse des besoins et diagnostic participatif des capacités des structures locales et mise en œuvre d'un plan de renforcement de capacités pour chaque structure partenaire <b>RIA4</b> Formation et accompagnement des structures partenaires pour intégrer des approches innovantes à leur système : système de collecte de données en temps réel, intégration de nouvelles filières innovantes et vertes, ajout de modules transversaux à leur offre de formation (employabilité, compétences de vie, genre, etc), en collaboration avec le Ministère des Enseignements Professionnels et Techniques <b>RIA5</b> Renforcement des capacités des élus locaux sur la prise en compte de la question de l'emploi des jeunes dans les plans de développement locaux</p>		
<b>Résultat 2</b>	<p>L'employabilité, l'accès à la formation, à l'emploi et aux opportunités économiques pour 2400 jeunes filles et garçons de 15 à 25 ans vulnérables sont améliorés</p>	<p>- Nombre de jeunes ayant créé ou renforcé leur entreprise, par genre et par situation de vulnérabilité. Baseline : 0 / Objectif mi-parcours : 250 / Objectif final : 500</p> <p>- Nombre de jeunes ayant trouvé un emploi après une formation, un stage, un apprentissage, par genre et par critère de vulnérabilité. Baseline : 0 / Objectif mi-parcours : 700 / Objectif final : 1400</p>	<p>Registres des entreprises dans la région auprès des chambres de commerce</p> <p>Rapports des Plateformes et Espaces d'Orientation</p> <p>Registres et rapports des Centres de Formation aux Métiers</p>
<b>Activités</b>	<p><b>R2A1</b> Ciblage des jeunes à travers différents canaux d'identification <b>R2A2</b> Profilage de 2400 candidats à travers les plateformes et espaces d'orientation des jeunes et orientation vers (i) la formation professionnalisante, (ii) l'apprentissage/stage, (iii) l'auto-emploi ou (iv) l'aide à la recherche d'emploi salarié basée sur une identification des opportunités d'emploi et de placements vers des filières principalement innovantes et vertes <b>R2A3</b> Formation des jeunes en compétences fondamentales d'employabilité et –si nécessaire- alphabétisation et suivi des jeunes pendant leur parcours professionnalisant <b>R2A4</b> Accompagnement post-formation ou post-subvention en lien avec les plateformes d'orientation. <b>R2A5</b> Organisation d'activités et d'événements pour renforcer le lien entre les jeunes et le secteur privé et créer des débouchés et mise en place d'un système de mentorat <b>R2A6</b> Mise en place, formation, dotation en kits et suivi en temps réel avec le logiciel SIG-SAVIX de 130 AJEC, et le développement d'un pilote pour lier les AJEC matures aux services bancaires mobiles en collaboration avec un opérateur téléphonique</p>		
<b>Résultat 3</b>	<p>La cohésion sociale et la prévention de la violence/les conflits sont renforcées en faisant des jeunes des acteurs de changement.</p>	<p>- % d'individus issus de la communauté déclarant que la cohésion sociale s'est améliorée dans la communauté. Baseline : 0 / Mi-parcours : 30% / Objectif final : 70%</p>	<p>Enquêtes / Focus group discussions de baseline, revue à mi-parcours et évaluation finale</p>

		<p>- % de jeunes déclarant qu'ils jouent un rôle actif dans i. la cohésion sociale, ii. la prévention des conflits et iii. la résolution des conflits dans la communauté, par genre et critère de vulnérabilité. Baseline : 0% / Objectif mi-parcours : 30% / Objectif final : 70%</p>
<p><b>Activités</b></p>	<p><b>R3A1</b> Identification des contraintes culturelles, sociales et économiques spécifiques rencontrées par les jeunes, et notamment les jeunes filles, pour accéder aux opportunités socio-économiques et participer aux actions communautaires et développement d'un plan d'action permettant d'adapter la stratégie d'intervention à leurs besoins (transversal aux trois résultats) <b>R3A2</b> Elaboration de plans d'action communaux de renforcement de la résilience des jeunes face à l'extrémisme et redynamisation des Conseils Communaux des jeunes <b>R3A3</b> Appui (i) à la mise en place et équipement d'espaces récréatifs pour 12 clubs Associations Sportives et Culturelles (ASC) dans 6 communes (existantes ou à créer); (ii) à l'organisation d'activités sportives et culturelles <b>R3A4</b> Sensibilisation des jeunes sur les compétences de vie, le dialogue intercommunautaire, la cohésion sociale, la citoyenneté, la protection de l'environnement, le genre, les violences basées sur le genre, les IST/VIH/SIDA et la santé reproductive à travers les structures d'accompagnement des jeunes et les médias locaux <b>R3A5</b> Soutien à des activités/microprojets innovantes menées par les jeunes visant à prévenir les conflits et la violence et à améliorer la cohésion sociale <b>R3A6</b> Renforcement de 12 mécanismes communautaires de protection et mise en place d'un système de référencement des abus - violences basées sur le genre, incidents communautaires - vers des structures appropriées</p>	

**Annexe 2 : Calendrier**

	Année 1		Année 2			Année 3			Année 4						
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	1	1	1	1	1	1
<b>Trimestre de mise en œuvre du projet</b>															
<b>Résultat 1 Des partenariats stratégiques au niveau local, départemental, régional et national sont développés et les capacités pédagogiques, organisationnelles et techniques de ces partenaires sont renforcées</b>															
R1A1 Finalisation de la sélection des partenaires et signature des conventions															
R1A2 Mise en place de nouvelles structures & dotations en matériel & équipement															
R1A3 Analyse des besoins et diagnostic participatif des capacités des structures locales et mise en œuvre d'un plan de renforcement de capacités pour chaque structure															
R1A4 Formation et accompagnement des structures partenaires pour intégrer des approches innovantes à leur système															
R1A5 Renforcement des capacités des élus locaux sur la prise en compte de la question de l'emploi des jeunes dans les plans de développement locaux															
<b>Résultat 2 - L'employabilité, l'accès à la formation, à l'emploi et aux opportunités économiques pour 2400 jeunes filles et garçons de 15 à 25 ans vulnérables sont améliorés</b>															
R2A1 Ciblage des jeunes à travers différents canaux d'identification															
R2A2 Profilage de 2400 candidats à travers les POJ et EOJ															
R2A3 Formation des jeunes en compétences fondamentales d'employabilité et -si nécessaire- alphabétisation et suivi des jeunes pendant leur parcours professionnalisant															
R2A4 Accompagnement post-formation ou post-subvention en lien avec les plateformes d'orientation.															





Organisation Humanitaire:

Plan International Belgique

Titre du projet:

Amélioration de la résilience socio-économique et la cohésion sociale des jeunes, filles et garçons, et de la cohésion sociale dans la région de Diffa.

Référence du projet:

NER100195

Période du projet:

01/10/2018 - 31/08/2022

## I. Revenu du projet

	Répartition
-Revenu total du projet	1,666,667
o subside demandé :	1,500,000
o apport propre Plan International Belgique:	166,667
o autres:	

## II. Coûts du projet

Lignes budgétaires	Total en Eur		Répartition par résultat			Répartition par année			
			R1	R2	R3	AN1	AN2	AN3	AN4
			€ 539,367.15	€ 676,576.68	€ 341,688.88	€ 683,198.05	€ 301,369.94	€ 293,011.44	€ 280,053.28
<b>A. Frais opérationnels</b>	€ 1,308,106	78%	€ 456,191	€ 593,401	€ 258,513	€ 620,816	€ 238,988	€ 230,630	€ 217,671
A.1 Investissements	€ 90,658		€ 30,219	€ 30,219	€ 30,219	€ 90,658	€ -	€ -	€ -
A.1.1 - Matériel Roulant	€ 80,036		€ 26,679	€ 26,679	€ 26,679	€ 80,036	€ -	€ -	€ -
A.1.2 - Mobilier et matériel de bureau	€ 10,623		€ 3,541	€ 3,541	€ 3,541	€ 10,623	€ -	€ -	€ -
A.2 Frais de personnels	€ 437,758		€ 145,919	€ 145,919	€ 145,919	€ 109,440	€ 109,440	€ 109,440	€ 109,440
A.2.1 - Staff program	€ 364,307		€ 121,436	€ 121,436	€ 121,436	€ 91,077	€ 91,077	€ 91,077	€ 91,077
A.2.2 - Staff de support	€ 73,451		€ 24,484	€ 24,484	€ 24,484	€ 18,363	€ 18,363	€ 18,363	€ 18,363
A.3 Frais de fonctionnement	€ 75,892		€ 25,297	€ 25,297	€ 25,297	€ 18,973	€ 18,973	€ 18,973	€ 18,973
A.3.1 - Fonctionnement des véhicules	€ 11,708		€ 3,903	€ 3,903	€ 3,903	€ 2,927	€ 2,927	€ 2,927	€ 2,927
A.3.2 - Frais de mission terrain	€ 23,739		€ 7,913	€ 7,913	€ 7,913	€ 5,935	€ 5,935	€ 5,935	€ 5,935
A.3.3 - Communication & Visibilité	€ 30,505		€ 10,168	€ 10,168	€ 10,168	€ 7,626	€ 7,626	€ 7,626	€ 7,626
A.3.4 - Matériel & bureau, loyer et charges locatives	€ 9,940		€ 3,313	€ 3,313	€ 3,313	€ 2,485	€ 2,485	€ 2,485	€ 2,485
A.4 Frais des activités	€ 703,797		€ 254,755	€ 391,965	€ 57,077	€ 401,745	€ 110,576	€ 102,217	€ 89,259
Résultat 1: Des partenariats stratégiques au niveau local, départemental, régional et national sont développés et les capacités pédagogiques, organisationnelles et techniques de ces partenaires sont renforcées	€ 254,755		€ 254,755	€ -	€ -	€ 234,628	€ 7,444	€ 6,342	€ 6,342
Résultat 2: L'employabilité, l'accès à la formation, à l'emploi et aux opportunités économiques pour 2400 jeunes filles et garçons de 15 à 25 ans vulnérables sont améliorés	€ 391,965		€ -	€ 391,965	€ -	€ 147,185	€ 85,913	€ 85,913	€ 72,954
Résultat 3 : La cohésion sociale et la prévention de la violence/ les conflits sont renforcées en faisant des jeunes des acteurs de changement.	€ 57,077		€ -	€ -	€ 57,077	€ 19,933	€ 17,219	€ 9,963	€ 9,963
<b>B. Frais de gestion</b>	€ 249,527	15%	€ 83,176	€ 83,176	€ 83,176	€ 62,382	€ 62,382	€ 62,382	€ 62,382
B.1 Investissements	€ -		€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -	€ -
B.2 Frais de personnels	€ 170,673		€ 56,891	€ 56,891	€ 56,891	€ 42,668	€ 42,668	€ 42,668	€ 42,668
A.2.1 - Staff program	€ 141,122		€ 47,041	€ 47,041	€ 47,041	€ 35,281	€ 35,281	€ 35,281	€ 35,281
A.2.2 - Staff de support	€ 29,550		€ 9,850	€ 9,850	€ 9,850	€ 7,388	€ 7,388	€ 7,388	€ 7,388
B.3 Frais de fonctionnement	€ 78,855		€ 26,285	€ 26,285	€ 26,285	€ 19,714	€ 19,714	€ 19,714	€ 19,714
B.3.1 - Mission de suivi	€ 39,078		€ 13,026	€ 13,026	€ 13,026	€ 9,770	€ 9,770	€ 9,770	€ 9,770
B.3.2 - Autres frais de fonctionnement	€ 5,671		€ 1,890	€ 1,890	€ 1,890	€ 1,418	€ 1,418	€ 1,418	€ 1,418
B.3.3 - Services extérieures	€ 34,105		€ 11,368	€ 11,368	€ 11,368	€ 8,526	€ 8,526	€ 8,526	€ 8,526
<b>C. Coûts indirects</b>									
C.1 - Frais administratifs (7%)	€ 109,034	7%				€ 47,824	€ 21,096	€ 20,511	€ 19,604